

Pour transformer les promesses en réalisations

Les ONG réclament 8 milliards de dollars par an

DAKAR, Sénégal- Les Ong présentes au Forum de Dakar ont évalué mardi 8 milliards de dollars par an, l'enveloppe financière requise pour traduire en réalités concrètes les promesses faites dans le cadre de l'engagement universel souscrit il y a dix ans à Jomtien en Thaïlande, en faveur de l'Éducation pour Tous.

Cette somme insignifiante au regard des énormes possibilités de la communauté internationale ne représente que quatre jours de dépenses militaires du monde et à peine 9 minutes des spéculations monétaires internationales, ont indiqué dans une déclaration adoptée la veille la soixantaine d'Ong participant au Forum mondial sur l'Éducation à Dakar.

Selon les ONG, l'éducation pour Tous est possible, à condition que les gouvernements et les agences internationales déploient de la volonté politique et des efforts concertés pour assurer une éducation de base de qualité aux enfants et aux adultes.

Près de 300 représentants des organisations non gouvernementales (ONG) et de la société civile, ont fustigé le manque de volonté politique des gouvernements et l'insuffisance des ressources financières pour assurer l'Éducation Pour Tous (EPT) dans le monde.

Les ONG ont énuméré les engagements que les gouvernements et la communauté internationale doivent prendre pour atteindre le nouvel objectif de l'éducation pour Tous d'ici à l'an 2015. L'annulation de la dette des pays pauvres fait partie de leurs exigences.

La déclaration des ONG insiste sur la nécessité pour les gouvernements de considérer l'éducation comme un droit fondamental qu'ils doivent respecter. Les États doivent assurer également une éducation de base gratuite pour les enfants et les adultes. Tous les partenaires de l'éducation et les gouvernements doivent s'engager à assurer une éducation de qualité pour tous les apprenants. Les gouvernements doivent consacrer des ressources nécessaires pour la réalisation de l'EPT. Ils sont encouragés à consacrer 6 pour cent de leur Produit National Brut (PNB) au secteur de l'éducation.

Les ONG demandent aux bailleurs de fonds de mettre à la disposition des gouvernements qui ont de sérieux problèmes en matière d'éducation, des ressources nécessaires pour assurer l'éducation de base pour tous.

Les ONG ont fait un constat drama-

tique de la situation de l'éducation dans le monde, dix ans après l'adoption du slogan de l'EPT à Jomtien en Thaïlande. Le droit à l'éducation de quelque 125 millions d'enfants dans le monde est toujours violé, les condamnés à vivre dans une pauvreté extrême. Quatre millions d'enfants manquent d'enseignants, de classes et de livres. Deux tiers des filles sont déscolarisées et un adulte sur trois - soit 880 millions de personnes - dans les pays en voie de développement, est analphabète.

Les différentes déclarations faites dans le cadre du forum sont unanimes sur un point: l'échec de l'objectif de l'EPT est à mettre sur le compte d'un manque de volonté politique notoire.

"Pourquoi la déclaration de Jomtien n'a pas été mise en application? C'est parce qu'il y a eu un manque de volonté politique. Ni dans les pays en voie de développement, ni dans les pays industrialisés, n'ont manifesté la volonté de consacrer des sommes, le savoir faire et l'énergie nécessaires à la réalisation de l'éducation de base pour tous", a affirmé Paul Gerin-Lajoie, président d'une fondation qui porte son nom.

La Fondation Gerin-Lajoie est une organisation qui oeuvre à l'éducation de base dans les pays en voie de développement et au Canada.

"Il y a moyen de changer le monde si nous le voulons. Nous le pouvons si nous pouvons convaincre les décideurs publics de prendre leurs responsabilités", a ajouté Gerin-Lajoie. ●

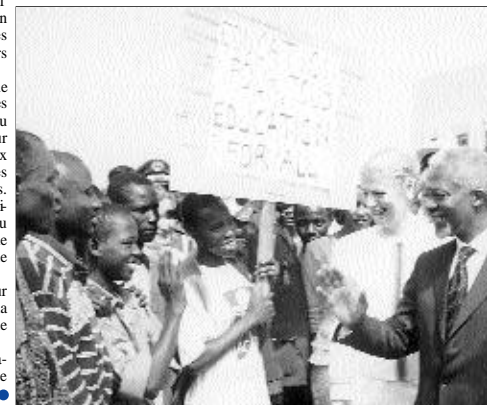


Campagne pour l'éducation 1500 jeunes interpellent l'ONU

1500 jeunes sénégalais ont remis mardi à Dakar, au Secrétaire général de l'Onu, Kofi Annan, dans la cours du site qui abrite le Forum mondial sur l'Éducation, une déclaration dans laquelle ils réclament "une coopération plus étroite entre États, Ong, Collectivités locales et bailleurs de fonds ainsi qu'une concertation et l'harmonisation des actions entre les différents acteurs de l'Éducation". Les manifestants ont également demandé "la reconnaissance juridique de l'Acapes, une ong sénégalaise pour le développement de l'Éducation en tant que structure d'éducation et de formation".

Dans l'après-midi, les jeunes ont organisé une marche et un podium, sous l'égide de la Campagne mondiale pour l'Éducation, une coalition qui regroupe plus de 400 ong et syndicats d'enseignants du monde entier. Cette coalition craint un nouvel échec du Forum de l'éducation et a exprimé à Dakar, le souhait que la rencontre qui a débuté hier n'aboutisse pas des mêmes erreurs que Jomtien.

Au cours d'un point de presse, M. Abdoul Hamid Sy, président de l'Acapes, a déclaré que les participants à la rencontre ne doivent pas faire de la comédie. On ne peut plus attendre.



Fournir une éducation gratuite de qualité pour tous est à la portée de tous les gouvernements si la volonté politique existe".

Selon lui, la coalition est mobilisée pour faire pression sur les décideurs. Il a indiqué "le Forum mondial de l'Éducation qui s'est ouvert hier, ne pourra garantir la scolarisation de tous les enfants, ni réduire le taux d'analphabétisme des adultes sans l'adoption d'un plan d'action mondial chiffré et doté de moyens financiers appropriés".

M. Sy a ajouté que la Campagne mondiale pour l'Éducation estime que, "sans la satisfaction de cette condition, les décisions de la rencontre de Dakar auront le même sort que les engagements pris en 1990".

M. Thomas Bédiako de l'Internationale de l'Éducation explique, pour sa part, que "125 millions d'enfants dans le monde, dont deux tiers de filles, ne sont jamais rentrés dans une salle de classe et 880 millions d'adultes sont analphabètes. L'aide accordée à l'Afrique, a-t-il dit, a diminué de 3 milliards de dollars depuis 1990, et seulement 2 % de l'aide au développement accordée par les pays riches est consacré à l'Éducation". Il a relevé également que la Campagne mondiale pour l'Éducation, qui se positionne comme "un réel contre-pouvoir", est convaincue que si la Banque mondiale reste le principal bailleur pour le financement de l'éducation, cette institution continuera de faire prendre en charge par les parents, l'éducation de leurs enfants. "Ce qui est la première cause de non fréquentation scolaire".

La coalition suggère un plan d'action pour concrétiser l'objectif de l'éducation pour tous, estimé à 8 milliards de dollars. ●

Ils ont dit...

Mme Aicha Barki, Vice-Présidente de l'Association IQRHA, ONG Algérienne: «Les opportunités de partenariat sud-sud sont devenues indispensables. Pour être fortes, les ong doivent s'organiser pour aller au-delà des discours. Nous devrions prouver notre existence car il y a plus de 100 millions d'analphabètes en Afrique. J'appelle à la vigilance des ong dans la perspective de la mondialisation qui risque d'anéantir nos efforts. Les ong du sud doivent se constituer d'ores et déjà en réseaux pour mettre en place un partenariat synergique».

M. Etienne Triaille, Pax Romana, Nairobi (Kenya): «Depuis trente ans que je vis sur le continent, je constate de plus en plus que les Africains veulent se développer par eux-mêmes. Donc, je crois qu'il faut privilégier la coopération sud-sud, casser la dépendance financière vis à vis du nord. La qualité des ressources humaines africaines, dit-il, est une véritable richesse».

Anatole Milandou, de la Démocratique du Congo: «Le partenariat est un problème de volonté politique qui n'est pas vitale. La coopération nord-sud doit se faire sur des bases sincères, transparentes et concrètes. Les aides sont bonnes mais elles sont superficielles. Nous voulons des actions pragmatiques. Il nous faut un partenariat synergique».

Félicia Malanda, République démocratique du Congo (RDC): «Les fonds venus du nord servent plus à payer le personnel et à acheter les équipements qu'à financer les programmes. Il faut nécessairement renforcer la solidarité entre les ong du nord et du sud et mettre en oeuvre des alliances stratégiques entre les ong et les communautés rurales».

Aly Badara Doucouré, Plan International (Guinée-Conakry): «Le secteur privé est très important dans le dispositif de partenariat. Les ong ne doivent pas être seulement des organes consultatifs mais actifs aussi».

David Hosch, Campagne mondiale pour l'éducation: «Il est devenu nécessaire de renforcer le processus de coopération au niveau national et international et d'améliorer si possible ce qui est déjà fait à tous les niveaux».

Gérard Lajoie, président de l'ong Fondation Paul Gerin-Lajoie, (Canada): «Le partenariat commence par le dialogue, base de tout développement. Le dialogue et la confrontation des idées sont indispensables à un véritable développement durable».

Abdoulaye Wade, le chef de l'Etat sénégalais, commentant le déséquilibre hommes/femmes dans les sphères de décision, dira que "selon les calculs rapides que j'ai fait, il y a moins de 0,5 % de femmes parmi les 1500 participants dans cette salle". Il s'agit de la salle des Congrès du Méridien Président, où se déroulent les plénières du Forum sur l'éducation. ●

L'afro-optimisme, sur Gorée

Un vent d'afro-optimisme s'est mêlé mardi Après-midi à la brise marine qui a soufflé dans l'auditorium de la maison d'éducation Mariama Ba de Gorée où un panel panafricain s'est penché sur les fondements de la renaissance africaine. Les panélistes ont à cette occasion, exploré la renaissance africaine par le biais de l'éducation, la revalorisation des valeurs traditionnelles africaines ou à travers l'exemple de l'engagement des figures de proue du continent comme le défunt président Julius Nyeréré de Tanzanie, Nelson Mandela, l'écrivain Frantz Fanon, etc.

"Telle qu'elle a commencé à se manifester, la renaissance africaine n'aura que des effets salvateurs pour l'humanité, contrairement à la renaissance européenne qui a eu des effets dévastateurs", a fait remarquer le modérateur de la table ronde, le professeur Dialo Diop, directeur de cabinet du ministre sénégalais de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Le professeur Samir Amin a lancé un cri de coeur en faveur de l'éducation, bien collectif par nature et à ce titre, "non privatisable" selon lui. Provocateur, il a admis que sa perception était un peu subversive surtout dans ce contexte de mondialisation. Il s'est par ailleurs fait l'avocat d'une éducation pratique qui a pour objectif d'engendrer des citoyens-producteurs. Le chemin était d'ores et déjà bien balisé pour son collègue Bernard Founou, qui s'est étonné du fait que les universités africaines soient en crise de surproduction de cadres alors qu'"elles n'ont encore rien produit".

La veuve du défunt professeur Cheikh Anta Diop, Mme Louise Marie Diop, a longuement plaidé de son côté pour la revalorisation des langues nationales, donnant l'exemple de la Finlande où l'enseignement du Finnois a fait faire un très rapide bond au développement du pays. Pour mieux convaincre l'assistance, elle a révisité les écrits de son défunt époux qui a mené beaucoup d'expériences concluantes sur l'utilisation des langues nationales pour manipuler les concepts les plus complexes. "L'Europe a pris son essor quand on a commencé à systématiquement utiliser les langues autres que le latin, a dit Mme Diop, faisant référence au français et à l'allemand qui étaient noyés par le latin. "Il n'y aura pas de renaissance africaine sans l'utilisation des langues nationales", a-t-elle assuré.

Le professeur Saliou Kandji a clôturé le panel en mettant l'accent sur la dimension spirituelle du panafricanisme, en particulier l'apport de la civilisation noire aux valeurs qui font aujourd'hui la fierté du monde arabo-musulman.

La table ronde a réservé une partie de son programme à un hommage au défunt président Julius Nyeréré dont le combat pour la renaissance africaine restera à jamais gravé dans la mémoire collective du continent ●